

**PROJET DE DISCOURS**  
**DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT**  
**DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT,**

A l'occasion de l'ouverture du Séminaire National sur la Réforme du Secteur de la Sécurité, R.S.S. Bangui le 14 Avril 2008.

Nous nous réjouissons de l'ouverture ce matin du Séminaire National sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) dans notre pays, la République centrafricaine.

Cela constitue une preuve irréfutable de l'engagement que nous avons pris vis-à-vis de la Communauté Internationale lors de la Table ronde des bailleurs de fonds sur la République Centrafricaine, tenue à Bruxelles, en Octobre 2007.

Concept à la fois vaste et nouveau, la Réforme du Secteur de la Sécurité, R.S.S., couvre un large spectre d'activités, d'acteurs et s'étend aux domaines de la gestion, c'est-à-dire de la gouvernance, du contrôle démocratique et de la fourniture de la sécurité.

Aussi, nous semble-t-il opportun de préciser, ici et maintenant, que la volonté du gouvernement centrafricain de s'engager dans le processus de la R.S.S., s'inscrit-elle clairement dans un cadre international déjà existant et riche de réflexions.

Dans cette perspective et en parfaite harmonie avec ce cadre international, la République Centrafricaine veut faire de sa réforme du secteur de la sécurité une priorité nationale indispensable pour la stabilité et la paix durables. Nous sommes convaincu que ce n'est qu'à ce prix et à ce prix seulement que la reprise économique de notre pays deviendra possible et qu'un avenir meilleur se dessinera pour chacun de nous.

Dans notre entendement, la notion de sécurité ne renvoie pas seulement à la stabilité de l'Etat. Elle comprend également la sécurité et le bien être de toutes les populations et de chaque citoyen centrafricain. Elle conditionne aussi la création d'un environnement où il fait bon vivre et favorise l'émergence d'activités économiques. Enfin, elle fait reculer la pauvreté et protège les droits humains élémentaires.

Face aux moyens propres de notre pays qui sont fortement déstabilisés et affaiblis par toutes les turbulences militaro-politiques de ces dernières années, il est urgent d'attirer, très rapidement, des investisseurs étrangers. Mais, comme nous le savons tous, l'arrivée des capitaux externes est souvent conditionnée par la sécurité physique et la sécurité juridique de notre pays et que les notions de développement durable et de sécurité sont intimement liées.

Il est donc pressant de considérer la sécurité, dans son acception la plus globale, comme un besoin de base du peuple centrafricain, au même titre que l'alimentation, l'éducation ou la santé.

C'est pourquoi la date d'aujourd'hui mérite d'être marquée d'une pierre blanche dans l'histoire de la République Centrafricaine. Elle donne le coup d'envoi d'un exercice collectif qui est celui de la dernière chance pour notre pays.

Organisé après plusieurs fora aux succès mitigés, le Séminaire National sur la Réforme du Secteur de la Sécurité, qui sera ouvert dans quelques instants, constitue une fenêtre d'opportunité pour notre pays de bâtir un système de sécurité moderne, efficace et professionnelle pour rattraper le train du développement rapide.

Tout ceci nous autorise à souligner, de manière solennelle, l'importance sans égale que revêt ce séminaire pour la destinée de notre pays et affirmer que cette réforme doit interpeller chaque Centrafricaine et chaque Centrafricain, sans exception, dans le cadre de ses responsabilités.

Il ne nous semble pas superfétatoire de rappeler aussi que le système de sécurité, au sens large chez nous, comprend globalement les acteurs suivants : la Défense (FACA et Gendarmerie), la Police Nationale et les Forces paramilitaire (Eaux et Forêts, Douanes, Polices municipales), les Administrations judiciaires et pénitentiaires, les services des Renseignements, les Sociétés privées et autres milices et les institutions civiles qui exercent leur fonction de contrôle et de supervision.

Les missions de chacune de ces institutions de base doivent être reprécisées, sans équivoque, en corrélation et concomitamment avec l'ensemble des autres et dans le respect des contraintes transversales tels que le contrôle démocratique, la bonne gouvernance, le rôle des médias, de la société civile, du genre, le lien entre D.D.R. et

R.S.S., la lutte contre les Armes légères et de petits calibres, la présence des combattants étrangers en armes sur notre territoire national.

Nous voulons aussi souligner que la réforme de ces secteurs de base passe également par l'éradication de la corruption dans les forces de l'ordre, l'intégration des ex-rebelles au sein des forces régulières, la création d'une Justice indépendante et l'achèvement du processus DDR, dont la RSS est la continuité logique.

A cet effet, nous comptons sur la Communauté Internationale qui reconnaît la sécurité comme une fonction vitale de l'Etat et un pré requis pour le développement, pour aider la République Centrafricaine, à la sortie d'une longue période de troubles, à se doter des structures et des mécanismes propres en matière de sécurité, afin d'être en mesure de créer son propre environnement propice à l'exercice du jeu démocratiques et à la reprise d'activités économiques génératrices d'emplois et de revenus.

Mesdames et Messieurs les séminaristes.

C'est cette approche holistique que nous devons adopter au cours de ce séminaire national avec la participation engagée de chacun d'entre vous, nationaux et internationaux.

Basée sur les résultats d'une analyse pointue de la menace tant externe qu'interne à la République Centrafricaine et sur un état des lieux sans complaisance des différents acteurs de base de la sécurité, notre réforme doit améliorer la capacité de notre pays à répondre aux différents besoins et attentes de la société centrafricaine, dans le respect des normes et des principes de bonne gestion des affaires publiques.

De même, nous voudrions nous appesantir sur le fait que la réforme, lors de son étude et dans le cadre de sa mise en application, se doit de répondre clairement à trois défis qui sont, par nature, étroitement liés entre eux :

- Définition des contours d'un cadre institutionnel garantissant des conditions sécuritaires acceptables par tous qui permette de conjuguer la politique de sécurité avec la politique de développement ;
- Renforcement de la gestion de la capacité de institutions civiles chargées de la supervision et du contrôle de la sécurité ;
- Etablissement des forces de sécurité compétentes, professionnelles, démocratiques, responsables devant leurs

institutions et au service de chaque citoyen centrafricain.

En définitive, l'objectif ultime de notre RSS est, comme nous l'avons déjà mentionné, de créer un climat de sécurité propice au développement, au respect des droits humains et de la démocratie.

Il est, tout aussi important, d'affirmer ici que les conclusions opérationnelles qui sortiront de vos assises, seront transformées en une Stratégie Nationale Commune, à laquelle souscriront tous les acteurs étatiques sans exception. Et, eu égard à l'importance que revêt la RSS pour l'avenir de notre pays et de nos enfants, la République Centrafricaine mettra en œuvre tous les moyens, dont elle dispose, pour soutenir prioritairement cette stratégie. Elle entend, par sa détermination et par sa transparence, devenir un exemple à suivre dans la Sous Région. Pour atteindre ses objectifs, la République Centrafricaine sollicite l'appui suffisant et l'engagement à long terme de la Communauté Internationale.

Nous voudrions, avant de terminer, remercier la Communauté Internationale (la France, l'Union Européenne, la Chine, l'Afrique du Sud, la Belgique etc.) qui, à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD, n'a pas hésité pour apporter son appui multiforme au Comité pour la préparation de ce séminaire.

Nous déclarons ouverts les travaux du Séminaire National sur la Réforme du Secteur de la Sécurité, R S. S, en République Centrafricaine.